

La COMMUNE de PARIS
vue de Montmartre

&
les paroles de
l'Internationale

mode d'emploi

Ce permet de se faire une idée d'un événement extraordinaire : l'invention par la population parisienne, d'une nouvelle forme de gouvernement, propre, populaire, le gouvernement de l'avenir.

Les lieux de promenade et de commentaire sont clairement répertoriés, numérotés de 1 à 8 ; ce sont huit endroits que l'on retrouve, pour plus de commodité, sur le plan simplifié en fichier joint.

Le parcours commence près du métro Abbesses (ligne 12).

Bonne promenade !

Point n° 1 : Place des Abbesses

LA GUERRE

C'est en haut de cette butte que Paris a commencé à s'insurger le 18 mars 1871. Pourquoi ? Contre qui ? Qu'est-ce qui a conduit les travailleurs, les femmes, les enfants même à se révolter ?

Depuis huit mois la France est en guerre contre la Prusse (l'Allemagne). Cela signifie de nouveaux sacrifices pour la population, en plus de ceux qui étaient déjà exigés.

C'est le froid, la faim. Des queues se forment devant les magasins, pendant des heures, dans la boue, la neige, pour essayer de ravitailler la famille. Pas de lait pour les enfants ; les animaux du Jardin des Plantes apparaissent dans les boucheries sous le nom de "viande de fantaisie". On abat les arbres de Paris, mais le bois vert fume et chauffe mal.

Napoléon III, responsable de la guerre et aussi des défaites, est fait prisonnier. Une République le remplace. Cela faisait des années que la population luttait pour avoir une république, au lieu de la dictature de l'empereur.

Eh bien, la République est là. Et rien ne change. Le luxe et la débauche des riches paraissent plus insolents que jamais. Et l'ouvrier commence à comprendre une chose extraordinaire : c'est que ceux qui nous gouvernent ici ont beau faire la guerre à notre soi-disant ennemi allemand, ils n'en sont pas moins de mèche avec les dirigeants, parce qu'ils sont du même monde. Cela se voit à une foule de détails.

Et c'est confirmé quand on voit l'armée française laisser Paris se faire encercler par l'armée allemande. Le calcul est très simple : Paris occupé, ce sera un bon moyen de demander aux Parisiens de rendre les armes. Après quoi, entre dirigeants, il sera toujours possible de négocier poliment.

Pour les ouvriers, pour les soldats en poste à Paris, c'est une trahison ! Alors, les ordres de l'État-major ne passent plus. Les soldats, en majorité des travailleurs, se mettent à élire dans leurs bataillons leur propre commandement.

LA PRISE DES CANONS

La nuit du 17 au 18 mars, c'est le moment que choisit Thiers, chef du pouvoir, pour tenter un coup de force.

Il veut démontrer à Paris qu'il est le maître. A 3 h du matin, il envoie des bataillons chargés de s'emparer des parcs d'artillerie. Les canons sont lourds, difficiles à déplacer. A l'aube, alors que tout aurait dû être terminé, la population se réveille ; et tout le monde peut voir les soldats s'acharner sur les canons englués dans la boue.

Ce qui se passe à ce moment-là, on peut s'en faire une idée avec le témoignage de Louise Michel, institutrice, qui habite au 34, rue Houdon : "Montmartre s'éveillait, le rappel battait, je revenais en effet, mais avec les autres à l'assaut des buttes. Dans l'aube qui se levait, on entendait le tocsin ; nous montions au pas de charge, sachant qu'au sommet il y avait une armée rangée en bataille. Nous pensions mourir pour la liberté. On était comme soulevés de terre. Nous morts, Paris se fût levé. Les foules à certaines heures sont l'avant-garde de l'océan humain. La butte était enveloppée d'une lumière blanche, une aube splendide de délivrance."

Louise Michel continue : "Tout à coup je vis ma mère près de moi et je sentis une épouvantable angoisse ; inquiète, elle était venue, toutes les femmes étaient là montées en même temps que nous, je ne sais comment. Ce n'était pas la mort qui nous attendait sur les buttes où déjà pourtant l'armée attelait les canons, pour les joindre à ceux des Batignolles enlevés pendant la nuit, mais la surprise d'une victoire populaire."

Entre nous et l'armée, les femmes se jettent sur les canons, les mitrailleuses ; les soldats restent immobiles. Tandis que le général Lecomte commande feu sur la foule, un sous-officier sortant des rangs se place devant sa compagnie et plus haut que Lecomte crie : Crosse en l'air ! les soldats obéissent. C'était Verdaguère qui fut pour ce fait surtout, fusillé par Versailles quelques mois plus tard. La Révolution était faite."

"Lecomte arrêté au moment où pour la troisième fois il commandait feu, fut conduit rue des Rosiers où vint le rejoindre Clément Thomas, reconnu tandis qu'en vêtements civils il étudiait les barricades de Montmartre. Suivant les lois de la guerre ils devaient périr.(...) Conduits du Château-Rouge à la rue des Rosiers, Clément Thomas et Lecomte eurent surtout pour adversaires leurs propres soldats.(...) Clément Thomas et Lecomte furent fusillés vers quatre heures rue des Rosiers."

Ce soir du 18 mars, la grosse majorité des bataillons a fraternisé avec la foule. Les appels de Thiers aux "bons citoyens" sont restés lettre morte : à peine quelques gardes des quartiers riches, qui s'éparpillent dès qu'ils constatent leur faiblesse.

Thiers, dès les premiers signes de révolte, donne l'ordre d'évacuer Paris. Tous les riches le suivent, se réfugient à Versailles. Pour Thiers et les bourgeois, il est évident que sans eux, Paris va sombrer dans l'anarchie et qu'il leur suffit d'attendre pour que Paris leur tombe comme un fruit mûr dans les bras.

A ce moment, la capitale est aux mains des ouvriers, de toute la population. La révolte est devenue une révolution. La population s'avance, se rassemble sur la place de l'Hôtel de ville et proclame spontanément la Commune. Pour eux, la Commune, c'est la fin de l'exploitation : plus d'exploiteurs, plus de maîtres, le travail et le bien-être pour tous, le gouvernement du peuple par lui même.

Point n° 3 : Place du Tertre

LA NOUVELLE ADMINISTRATION POPULAIRE

La place du Tertre est sans doute l'endroit le plus touristique de cette butte. Il y a ici deux peintres au mètre carré, mais croquis, dessins n'ont d'autre contenu... que ceux qui viennent sur cette butte... alors qu'il s'est passé ici tant de choses.

D'habitude, quand un nouveau gouvernement arrive au pouvoir, il trouve à sa disposition toute une administration à son poste. Il n'a à faire qu'un signe, et la machine reprend sa marche régulière. C'est une preuve que les gouvernements que nous pouvons établir par le jeu habituel des élections dans le système actuel, sont tous finalement au service des mêmes intérêts : des riches, des possédants.

Pour la Commune, il n'en fut pas ainsi. Ni à l'Hôtel de Ville, ni dans les ministères, ni dans les mairies, il n'est pas resté un seul employé prêt à se dévouer au service du peuple.

Pour savoir où étaient situés les bureaux, pour savoir où se trouvaient par exemple, les registres sur lesquels on inscrit les mariages, les naissances, les décès, il fallait s'adresser au concierge, s'il était resté, ou perdre des journées à rechercher les choses les plus simples, cachées exprès, enlevées souvent.

Ceux qui remplacent cette administration des riches qui a tout saboté, pour la plupart, sont ouvriers. Ils s'y donnent tout entier, avec droiture et désintéressement. Theisz, un élu du 18ème, se retrouve aux Postes. Il ne reste plus rien, plus de timbres, plus de cachets. Theisz relance en 48 heures la levée et la distribution des lettres dans tout Paris.

Et c'est la même chose dans tous les services. Le travail est considérable, tous les jours, il faut nourrir 477 700 personnes.

Grâce à ces militants, ces travailleurs, la machine administrative peut fonctionner avec 10 000 employés alors qu'avant, elle en exigeait 60 000, 6 fois plus. Là où un membre de la Commune était payé un maximum de 6 000 francs, sous le gouvernement bourgeois, il fallait souvent plusieurs hommes payés 30 000 à 100 000 francs.

Ce n'est pas que les ouvriers soient partisans de la misère. Non, c'est par sens de justice qu'ils décident que tous les postes sont aussi importants, et qu'ils sont tous rétribués au montant du salaire ouvrier moyen.

Autre changement important. Le patriotisme, si soigneusement entretenu par les riches en temps de guerre comme en temps de paix, et qui pourrit même le sport, fait place dans le Paris de la Commune à une fraternité internationale.

Un travailleur hongrois, Fränkel, siège au Conseil de la Commune, deux Polonais, Dombrowski et Wroblewski, jouent un rôle dirigeant à la tête des combattants de la Commune. Des Italiens ont rejoint Paris pour se battre avec les ouvriers parisiens. Les travailleurs se retrouvent entre eux par-dessus les frontières, pour le combat commun contre le système capitaliste.

Point n° 4 : 110, rue Lepic

JEAN BAPTISTE CLÉMENT

Paris débarrassé des bourgeois, c'est aussi Paris débarrassé du vol, de la prostitution, qui sont partis avec le monde de l'argent.

Un air propre se respire. Tout le monde est dans la rue. On chante cet espoir. On reprend notamment les refrains de Jean Baptiste Clément qui habite au 110 rue Lepic. On se moque des bourgeois et de leur peur : "c'est la canaille, eh bien j'en suis !" proclame le refrain d'une de ses chansons. L'un des chants les plus repris sous la Commune est encore de lui : c'est le Temps des Cerises.

Jean Baptiste Clément est passé par 36 métiers différents. Pour lui, non seulement "le peuple n'a jamais travaillé pour lui-même, mais même il a toujours chanté pour les autres." Il est élu par cet arrondissement (avec 14 000 voix sur 17 000), il participe à différentes commissions, l'équivalent de nos ministères : la commission des services publics et des subsistances, la fabrication des munitions, la

commission de l'enseignement. C'est aussi un militant socialiste qui parcourra la province pour y tenir des conférences.

Et puisqu'on en est aux chansons, l'Internationale qui sera reprise dans le monde entier, a été écrite en pleine répression de la Commune par un dessinateur sur étoffes, Eugène Pottier. (*On en trouvera le texte à la fin de cette brochure*).

Point n° 5 : Au bout de l'allée des brouillards (rue Dereure)

SIMON DEREURE

Simon Dereure était cordonnier. Sous la Commune, il se retrouve au ministère de la Justice, puis à celui des subsistances. Dereure n'est pas une exception. Ils assurent près de 40% des postes responsables.

Ces travailleurs-là n'ont rien d'un chef syndical ou politique habituel. Ce n'est pas un gouvernement de riches qui fait appel à eux, pour mieux tromper les pauvres. C'est la famille, les voisins, les camarades de travail qui les ont élus, directement. Et c'est leurs proches qu'ils gouvernent.

Le pouvoir n'est plus un privilège mais seulement une charge. Tout élu est révocable à tout moment : il suffit qu'un certain nombre d'électeurs lui retirent leur confiance par une pétition appropriée pour que l'on refasse les élections.

Arnould, journaliste sous la Commune, raconte son élection : "Ce jour là les défaillances furent nombreuses, nombreuses les désertions. Beaucoup qu'on avait vus jusqu'alors à la tête de tous les mouvements, disparurent comme par enchantement(...) Plusieurs refusèrent nettement la candidature ; d'autres enfin, qui n'avaient pas pu ou pas osé décliner, le premier jour, cet honneur dangereux, se hâtèrent de donner leur démission, dès que mis en face des difficultés et des périls, ils entrevirent nettement la défaite et le peloton d'exécution. Quant à moi, je dois dire que je redoutais mon élection. J'étais de ceux qui ne se faisaient aucune illusion. Je connaissais trop les hommes que nous avons à combattre pour attendre d'eux une lueur de justice, de patriotisme et de simple humanité.

Il s'agissait d'affirmer la révolution sociale, l'avènement des classes déshéritées, de sorte que ce premier jalon ne pût être arraché désormais, et que la trace de ce pas de géant, empreinte sur le sol, indiquât la voie aux générations à venir."

Il y eut des milliers de Dereure. Après la Commune, Dereure a continué à militer dans l'Internationale aux côtés de Marx, avant de mourir en 1900 dans la misère.

Point n° 6 : Avant les marches de la rue du Mont Cenis

LES MESURES DE LA COMMUNE

Tout Paris est aux mains de la Commune. Le gouvernement bourgeois est réfugié à Versailles. En province, d'autres communes sont proclamées. A Lyon, le 22 mars, à Marseille, à Narbonne, Toulouse, St Étienne, Le Creusot.

Paris est le premier bastion d'un monde nouveau. La concurrence et l'égoïsme, partis avec les riches, font place à la coopération et à l'entraide.

Les mesures prises par la Commune vont toutes dans le sens de la défense des plus pauvres, des plus exploités : Le boulanger Talonet dit "le travail de nuit nous sépare de la société et de la famille, dormant pendant le jour, nous vivons comme retranchés du monde..."

Le 20 avril, un décret interdit le travail de nuit des boulangers. Le 27, un décret interdit les amendes et les retenues sur les salaires. Le 3 mai, la journée de travail est fixée à 10 heures alors qu'elle était de 12 heures par jour avant. Les sociétés ouvrières redoublent d'activité sous la Commune. Un autre décret important décide la réquisition et la remise en fonctionnement des ateliers abandonnés par les patrons.

La Commune commence à transformer de fond en comble le système d'enseignement. Elle institue l'Enseignement public, gratuit et obligatoire pour tous les enfants. Les filles qui n'y allaient pas, y vont aussi. Elle fait de cet enseignement un enseignement laïc en l'arrachant au contrôle de l'Eglise. Un enseignement professionnel est également créé, afin que l'ouvrier ne soit pas seulement de la main d'oeuvre sans tête.

Des choses difficiles à imaginer dans les périodes calmes se produisent. Les plus exploités des exploités se retrouvent devant, et notamment les femmes.

Le 18 mars 1871, ce sont les femmes qui ont décidé du sort des événements en allant vers les soldats, en les poussant à lever la crosse en l'air et à fraterniser avec le peuple.

Durant toute la Commune, elles se jettent dans les événements : dans les réunions, les lieux de rédaction des journaux, dans les hôpitaux et jusque sur les barricades. Elles prennent la parole, elles se réunissent dans plusieurs groupements ; le Comité de l'Union de la Femme, par exemple. Elles font fonctionner les ambulances, reçoivent des dons destinés aux blessés, aux veuves et aux orphelins ; et elles

n'oublie pas le travail de revendications, de combat. Les principes de leur comité sont révolutionnaires : les ouvrières se donnent comme but la suppression des abus, et dans un avenir proche, la rénovation sociale toute entière.

Point n° 7 : Avant les marches de la rue du Chevalier de la Barre

LA RÉPRESSION

A Versailles, Thiers constitue une armée : il récupère des soldats en négociant la libération de prisonniers de guerre par les Allemands, il enrôle des paysans dans les campagnes les plus arriérées. Le 2 avril, il commence le bombardement de Paris. Il dispose de 170 000 hommes.

Pendant une semaine, du 21 au 28 mai 1871, les troupes de Thiers rentrent dans Paris, et elles doivent le reprendre maison par maison. Il y a plus de 30 000 morts du côté de la Commune. Louise Michel est envoyée au bagne en Nouvelle Calédonie... où elle continuera à militer auprès des Canaques.

C'est dans la rue du Chevalier de la Barre que Varlin est abattu. Eugène Varlin était entré à treize ans en apprentissage. Curieux de savoir, il lisait les livres alors que son travail consistait à les relier, il allait dans les musées, suivait des cours du soir. Et ce qu'il a appris, il voulait le rendre à ses camarades de la classe ouvrière. A 18 ans, il avait fondé la Société des relieurs, une sorte de syndicat et, en 1864, il dirigeait une grève qui sera victorieuse au bout de trois semaines.

Varlin va créer un restaurant ouvrier, la Marmite, qui avec les cotisations d'ouvriers achetait en gros et permettait de manger mieux que si chacun achetait au détail. Une ouvrière, Nathalie Le Mel, était chargée de l'intendance. Cela créait un lieu où les ouvriers se retrouvaient pour se détendre, être chez eux, discuter et se sentir plus forts.

Pendant la Commune, il s'occupa de la commission des subsistances. Sur sa dépouille, un flic trouvera encore le moyen de lui voler sa montre.

Point n° 8 : Devant le parvis de la basilique du Sacré Coeur

LE RETOUR A L'ORDRE

Avec la place du Tertre, ce qui contribue beaucoup au succès touristique de la butte Montmartre, c'est le Sacré Coeur.

Le Sacré-Coeur, pour les travailleurs qui connaissent leur histoire, ce n'est qu'une grosse meringue de très mauvais goût. Cette église a été construite à la suite d'un "voeu national"... En clair, pour savourer sa revanche sur la Commune, l'Église catholique propose que ce temple national soit bâti sur les hauteurs de Montmartre... à l'emplacement exact du commencement de la Commune, là où se trouvaient les canons des parisiens, afin d'expier (ce qui veut dire annuler, en termes religieux) la Commune de Paris.

Il y a des résistances au projet, mais il est quand même voté par l'Assemblée Nationale et décrété "d'utilité publique". L'architecte choisi est le plus pompeux et le plus conformiste de l'époque.

Cette haine de la bourgeoisie pour la Commune, même après son écrasement, devrait inciter les travailleurs à y réfléchir et y regarder de plus près.

L'Internationale

I

Debout ! les damnés de la terre,
Debout ! les forçats de la faim,
La raison tonne en son cratère,
C'est l'éruption de la fin.
Du passé, faisons table rase,
Foule esclave, debout ! debout !
Le monde va changer de base,
Nous ne sommes rien, soyons tout !

REFRAIN

C'est la lutte finale,
Groupons-nous et demain,
L'Internationale,
Sera le genre humain. (bis)

II

Il n'est pas de sauveur suprême,
Ni dieu, ni César, ni tribun ;
Producteurs, sauvons-nous nous-mêmes !
Décrétons le salut commun !
Pour que le voleur rende gorge,
Pour tirer l'esprit du cachot,
Soufflons nous-mêmes notre forge,
Battons le fer tant qu'il est chaud !

III

Hideux dans leur apothéose,
Les rois de la mine et du rail
Ont-ils jamais fait autre chose,
Que dévaliser le travail ?
Dans les coffres-forts de la bande,
Ce qu'il a créé s'est fondu,
En réclamant qu'on le lui rende,
Le peuple ne veut que son dû.

IV

L'Etat opprime et la loi triche,
L'impôt saigne le malheureux,
Nul devoir ne s'impose au riche,
Le droit du pauvre est un mot creux.
C'est assez languir en tutelle,
L'Egalité veut d'autres lois
"Pas de droits sans devoirs dit-elle,
Egaux, pas de devoirs sans droits".

V

Les rois nous soûlaient de fumée,
Paix entre nous, guerre aux tyrans !
Appliquons la grève aux armées,
Crosse en l'air et rompons les rangs !
S'ils s'obstinent ces cannibales,
A faire de nous des héros,
Ils sauront bientôt que nos balles,
Sont pour nos propres généraux.

VI

Ouvriers, paysans, nous sommes
Le grand parti des travailleurs ;
La terre n'appartient qu'aux hommes,
L'oisif ira loger ailleurs.
Combien de nos chairs se repaissent,
Mais si les corbeaux, les vautours
Un de ces matins disparaissent,
Le soleil brillera toujours !

*L'Internationale, au départ un poème écrit par le dessinateur sur étoffes Eugène Pottier pendant les jours terribles de la répression de la Commune de Paris, en juin 1871, est devenue l'hymne du mouvement ouvrier du monde entier en 1904.
La musique sera écrite par l'ouvrier Pierre Degeyter.*

édité par

L'OUVRIER
BP 64 94202 Ivry/Seine Cedex

mai 1998